ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le ler février 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les aptitudes physiques requises des agents de la Régie des Voies aériennes effectuant du contrôle direct et effectif de la circulation aérienne", a donné le 28 mai 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de lste februari 1985 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheden van de ambtenaren van de Regie der Luchtwegen die directe en effectieve verkeersleiding uitoefenen", heeft de 28e mei 1985 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal réglementant les conditions d'aptitude physique de certains agents de la Régie des Voies aériennes".

PREAMBULE.

L'arrêté royal du 25 juillet 1969 organique de l'Office médico-social de l'Etat, que vise l'alinéa 2, ne constitue pas la base légale du projet. Il n'est pas nécessaire à sa compréhension. Cet alinéa doit donc être omis.

DISPOSITIF.

Articles 1er, 2 et 3, § 1er.

1. L'article 1er contient trois définitions.

Il est superflu de définir les mots "médecin examinateur" et "médecin conseil", parce que ceux-ci n'ont pas, dans le projet, d'autre sens que leur sens usuel. Il vaudrait d'ailleurs mieux employer, au lieu de l'expression "médecin-conseil", l'expression "médecin choisi par l'agent" ou "médecin de son choix".

.../...

Il est inutile de définir le service médical. Il suffit, après avoir défini le champ d'application du projet, de dire que le contrôle médical est effectué par le Service de santé administratif.

2. L'article 2, qui définit le champ d'application du projet, devrait figurer en tête de celui-ci.

3. L'article 3, § ler, contient la description des conditions d'aptitude physique auxquelles doivent satisfaire les contrôleurs. Cette description devrait figurer dans une annexe à l'arrêté et non dans le dispositif qu'elle alourdit inutilement.

La rédaction suivante est proposée pour ces dispositions :

"Article ler.-

Les agents qui contrôlent effectivement la circulation aérienne doivent satisfaire aux conditions d'aptitude physique déterminées dans l'annexe au présent arrêté.

Article 2.-

Le Service de santé administratif est chargé de la vérification des conditions d'aptitude visées à l'article ler.

L'examen médical a lieu une fois par an dans les centres médicaux du Service de santé administratif. Ce service peut en outre procéder, s'il l'estime nécessaire, à un ou plusieurs examens supplémentaires entre deux examens annuels".

.../...

Dans le texte de l'article 3, § ler, A., qu'il est proposé de placer en annexe, il y a lieu d'écrire, au cinquième tiret :

" - toute toxicomanie, y compris l'éthylisme chronique ou toute pharmacodépendance susceptible...;".

Dans la version française de l'article 3, § ler, A., sixième tiret (qui devra faire partie du texte repris en annexe), mieux vaudrait écrire :

" - toute altération du système cardiovasculaire de nature à provoquer un état syncopal ...".

Article 3, § 2 (devenant l'article 3).

Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

Dans des cas particuliers, le Service de santé administratif peut tenir compte de l'expérience acquise par l'agent pour s'écarter des normes fixées dans l'annexe au présent arrêté, sans toutefois méconnaître les impératifs de la sécurité.

Il peut fixer certaines restrictions à l'exercice, par l'agent, de ses fonctions. Ces restrictions s'imposent à la Régie".

.../...

Article 4.

Le projet attribue une nouvelle compétence au Service de santé administratif et fixe des règles particulières que ce service devra suivre en raison du caractère spécial du contrôle que le projet organise.

L'article 4, qui prévoit que le Service de santé administratif suit la procédure organisée par le projet, n'a pas de portée juridique. Il doit être omis.

Article 5.

La disposition qui figure à cet article peut être omise car elle fait double emploi avec l'article 2, alinéa 2, proposé ci-dessus.

+

De l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé de prévoir que, à l'exception de la première convocation annuelle, les convocations et les notifications prévues par l'arrêté en projet devront se faire par lettre recommandée à la poste.

Il va de soi que la recommandation postale est prévue pour permettre de faire la preuve de la remise du pli mais qu'elle ne constitue pas une formalité prescrite à peine de nullité, la preuve de la remise du pli pouvant être établie par tout mode équivalent.

Il est suggéré d'insérer dans le projet une disposition nouvelle, rédigée comme suit :

"Article 4.-

A l'exception de la première convocation annuelle, toute convocation de l'agent ou du médecin choisi par lui et toute notification à faire à ceux-ci ou au Service de santé administratif ont lieu par lettre recommandée à la poste".

Article 6 (devenant l'article 5).

Le texte suivant est proposé :

"Article 5.-

En vue de subir l'examen médical, les agents sont convoqués, à la demande de la Régie, par le Service de santé administratif.

Si, sans motif valable, un agent ne donne pas suite à deux convocations successives, le Service de santé administratif en informe la Régie.

La Régie peut, dans ce cas, assimiler l'agent à un agent reconnu inapte".

.../...

Article 7 (devenant l'article 6).

L'alinéa 3 devrait être remplacé par le texte suivant :

"Le médecin examinateur peut faire procéder à des examens complémentaires et requérir l'avis d'experts. Il consigne dans son rapport le résultat des examens et des expertises. En conclusion, il déclare l'agent apte, temporairement inapte ou définitivement inapte".

Article 8 (devenant l'article 7).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 7.-

L'agent déclaré temporairement inapte subit un nouvel examen à l'expiration du délai fixé par le Service de santé administratif. Ce délai est d'un an maximum.

Toutefois, à l'expiration d'un délai de six mois, l'agent a le droit de demander à la Régie d'être soumis à un nouvel examen".

.../...

Article 9 (devenant l'article 8).

Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

Le Service de santé administratif notifie sa décision à l'agent et à la Régie.

L'agent peut introduire un recours contre cette décision.

Ce recours n'est pas suspensif".

Articles 10 et 11 (devenant l'article 9).

Ces articles pourraient être fusionnés en un seul article, rédigé de la manière suivante :

"Article 9.-

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de la décision, l'agent peut introduire une demande de concertation auprès du Service de santé administratif.

Il doit mentionner dans sa demande le nom et l'adresse du médecin de son choix, auquel les motifs médicaux de la décision contestée ainsi que le texte du présent arrêté seront communiqués".

Article 12 (devenant l'article 10).

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 10.-

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le dépôt à la poste de la communication prévue à l'article 9, alinéa 2, le médecin choisi par l'agent peut :

1° marquer son accord sur la décision du Service de santé administratif;

2° demander qu'un nouvel examen ait lieu en sa présence;

3° déposer un rapport rencontrant les motifs invoqués par le Service de santé administratif".

Articles 13, alinéa 1er, et 14 (devenant l'article 11).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 11.-

Si la concertation n'aboutit pas à un accord entre le médecin du Service de santé administratif et le médecin choisi par l'agent ou si ce dernier médecin, dûment convoqué au nouvel examen qu'il a demandé, a fait défaut, la décision attaquée est maintenue.

Le résultat de la procédure de concertation est notifié à l'agent".

Articles 13, alinéa 2, et 15 (devenant l'article 12).

Le projet organise la procédure suivante :

1. décision du Service de santé administratif;
2. concertation facultative;
3. arbitrage.

L'agent a donc le droit de recourir à la concertation et ensuite à l'arbitrage ou de recourir directement à l'arbitrage sans passer par la concertation.

Cette procédure est susceptible d'induire les agents en erreur quant aux possibilités de recours. De l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé que la concertation soit le préalable obligé de l'arbitrage.

Le texte suivant est proposé :

"Article 12.-

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification du résultat de la procédure de concertation, l'agent peut demander au Service de santé administratif l'application de la procédure d'arbitrage.

L'agent doit mentionner dans sa demande le nom et l'adresse du médecin de son choix. Si celui-ci n'est pas intervenu dans la procédure de concertation, les motifs médicaux de la décision attaquée ainsi que le texte du présent arrêté lui sont communiqués. S'il est intervenu dans cette procédure, le recours à l'arbitrage lui est notifié".

Article 16 (devenant l'article 13).

La rédaction suivante est proposée :

"Article 13.-

L'arbitrage est confié au médecin en chef du Service de santé administratif ou à son délégué.

Le médecin chargé de l'arbitrage ne peut être celui qui a pris la décision attaquée ou qui est intervenu dans la procédure de concertation".

Articles 17, 18 et 19 (devenant l'article 14).

Les dispositions de l'article 18 ont été reprises à l'article 12, alinéa 2, proposé ci-dessus.

La rédaction suivante est proposée pour le texte des articles 17 et 19 du projet, fusionnés en un seul article :

"Article 14.-
Dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification prévue à l'article 12, alinéa 2, le médecin choisi par l'agent informe le Service de santé administratif soit qu'il se bornera à déposer un rapport soit qu'il assistera l'agent à la séance d'arbitrage".

Article 20 (devenant l'article 15).

Le texte suivant est proposé :

"Article 15.-
L'agent est convoqué à la séance d'arbitrage. Copie de cette convocation est adressée au médecin qu'il a choisi".

Article 21 (devenant l'article 16).

De l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé d'obliger le Service de santé administratif à statuer au plus tard dans les trois mois qui suivent la communication des motifs du retard.

Il conviendrait, en outre, de prévoir que, en cas d'examens complémentaires ou d'expertise, le médecin choisi par l'agent aura l'occasion de discuter les résultats de ceux-ci lors d'une nouvelle séance d'arbitrage.

Le texte suivant est proposé :

"Article 16.-

Le médecin chargé de l'arbitrage peut faire procéder à des examens complémentaires et requérir l'avis d'experts. Dans ce cas, il est tenu une nouvelle séance d'arbitrage.

Le médecin chargé de l'arbitrage statue dans les trois mois qui suivent l'introduction de la demande d'arbitrage.

S'il n'a pu statuer dans ce délai, il fait connaître à l'agent les motifs du retard. La décision est prise au plus tard dans les trois mois qui suivent cette notification".

Articles 22 et 23 (devenant l'article 17).

Il résulte du rapprochement de ces deux articles que l'article 22 du projet envisage le cas où l'agent ne s'est pas présenté sans motif valable.

Il est proposé de fusionner ces deux articles en un seul article, rédigé comme suit :

"Article 17.-

La décision peut être prise sans que l'agent ait été présent à la séance d'arbitrage finale, dans les cas suivants :

1° lorsque l'agent, dûment convoqué à deux reprises, ne s'est pas présenté sans motif valable;

2° lorsque l'agent est incapable de se présenter.

.../...

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1er, 2°, le médecin chargé de l'arbitrage peut décider que l'agent sera examiné en dehors des centres médicaux du Service de santé administratif".

Article 24 (devenant l'article 18).

Les mots "des Voies aériennes" peuvent être supprimés.

Article 25 (devenant l'article 19).

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé aux règles habituelles de l'entrée en vigueur des arrêtés.

Article 26 (devenant l'article 20).

Dans le texte français, il convient d'écrire : "... sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution ...", et dans le texte néerlandais, les mots "ieder wat hem betreft" doivent être placés entre virgules.

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Koninklijk besluit houdende regeling van de voorwaarden inzake lichamelijke geschiktheid van bepaalde ambtenaren van de Regie der Luchtwegen".

AANHEF.

Het koninklijk besluit van 25 juli 1969 tot oprichting van de Sociaal-medische Rijksdienst, waarnaar het tweede lid verwijst, vormt niet de rechtsgrond van het ontwerp. Het is niet noodzakelijk voor een goed begrip ervan. Dat lid moet dus vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1, 2 en 3, § 1.

1. Artikel 1 bevat drie definities.

Het is onnodig de term "onderzoekende geneesheer" te definiëren, omdat deze in het ontwerp geen andere betekenis heeft dan zijn gebruikelijke betekenis. Hetzelfde geldt voor de term "raadsgeneesheer", die echter niet gebruikelijk is en waarmee het ontwerp blijkbaar de "door de ambtenaar gekozen geneesheer" bedoelt.

.../...

Het is onnodig de medische dienst te definiëren. Nadat de werkingssfeer van het ontwerp is omschreven, kan worden volstaan met te zeggen dat de geneeskundige controle verricht wordt door de Administratieve Gezondheidsdienst.

2. Artikel 2, dat de werkingssfeer van het ontwerp omschrijft, zou gans vooraan in het ontwerp moeten staan.

3. Artikel 3, § 1, bevat de beschrijving van de voorwaarden inzake lichamelijke geschiktheid waaraan de verkeersleiders moeten voldoen. Die beschrijving zou moeten voorkomen in een bijlage bij het besluit en niet in het bepalend gedeelte, dat daardoor onnodig wordt verzwaard.

Voor die bepalingen wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Artikel 1.-

De ambtenaren die het luchtverkeer werkelijk leiden, moeten voldoen aan de voorwaarden inzake lichamelijke geschiktheid die bepaald zijn in de bijlage bij dit besluit.

Artikel 2.-

De Administratieve Gezondheidsdienst is belast met de controle van de in artikel 1 bedoelde voorwaarden inzake geschiktheid.

Het geneeskundig onderzoek vindt eens per jaar plaats in de geneeskundige centra van de Administratieve Gezondheidsdienst. Indien hij het nodig acht, kan die

.../...

dienst bovendien een of meer bijkomende onderzoeken verrichten tussen twee jaarlijkse onderzoeken in".

In de tekst van artikel 3, § 1, A., welke de Raad van State voorstelt in een bijlage op te nemen, schrijve men na het vijfde streepje :

" - elke toxicomanie, met inbegrip van de alcoholomanie, of elke pharmacodependentie die ... kan verwekken waardoor de veiligheid van het luchtverkeer in gevaar kan worden gebracht;".

In de Franse versie van artikel 3, § 1, A., zesde streepje (dat deel zal moeten uitmaken van de tekst die in de bijlage komt), kan beter worden geschreven :

" - toute altération du système cardiovasculaire de nature à provoquer un état syncopal ...".

Artikel 3, § 2 (dat artikel 3 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

In bijzondere gevallen kan de Administratieve Gezondheidsdienst met de door de ambtenaar opgedane ervaring rekening houden om af te wijken van de in de bijlage bij dit besluit vastgestelde normen, zonder evenwel de veiligheidseisen te miskennen.

Hij kan bepaalde beperkingen stellen aan de uitoefening, door de ambtenaar, van zijn ambt. De Regie moet die beperkingen in acht nemen".

.../...

Artikel 4.

Het ontwerp draagt een nieuwe bevoegdheid op aan de Administratieve Gezondheidsdienst en stelt bijzondere regels vast welke die dienst in acht zal moeten nemen ter wille van de bijzondere aard van de controle welke het organiseert.

Artikel 4, hetwelk bepaalt dat de Administratieve Gezondheidsdienst de door het ontwerp georganiseerde procedure in acht neemt, heeft geen juridische strekking. Het moet vervallen.

Artikel 5.

De bepaling die in dat artikel voorkomt kan vervallen, want zij vormt een doublure met het hierboven voorgestelde artikel 2, tweede lid.

+

Met instemming van de gemachtigde ambtenaar wordt voorgesteld te bepalen dat, met uitzondering van de eerste jaarlijkse oproeping, de in het ontworpen besluit bedoelde oproepingen en kennisgevingen bij een ter post aangetekende brief moeten geschieden.

Het spreekt vanzelf dat de aangetekende verzending voorgeschreven wordt om het bewijs van de afgifte van de brief mogelijk te maken, maar dat zij geen op straffe van nietigheid voorgeschreven vormvereiste is, daar het bewijs van de afgifte van de brief mag worden geleverd met elk gelijkwaardig middel.

.../...

Er wordt in overweging gegeven in het ontwerp een nieuwe bepaling in te voegen, luidend als volgt :

"Artikel 4.-

Met uitzondering van de eerste jaarlijkse oproeping, geschiedt elke oproeping van de ambtenaar of van de geneesheer van zijn keuze en elke kennisgeving die aan hen of aan de Administratieve Gezondheidsdienst moet worden gedaan, bij een ter post aangetekende brief".

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 5.-

Met het oog op het geneeskundig onderzoek worden de ambtenaren, op verzoek van de Regie, opgeroepen door de Administratieve Gezondheidsdienst.

Geeft een ambtenaar, zonder geldige reden, geen gevolg aan twee opeenvolgende oproepingen, dan geeft de Administratieve Gezondheidsdienst daarvan kennis aan de Regie.

De Regie kan de ambtenaar in dat geval gelijkstellen met een ongeschikt bevonden ambtenaar".

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Het derde lid zou moeten worden vervangen door de volgende tekst :

"De onderzoekende geneesheer mag bijkomende onderzoeken doen verrichten en het advies van deskundigen inwinnen. Hij vermeldt in zijn verslag de uitslag van

./...

de onderzoeken en van de expertises. Tot besluit verklaart hij de ambtenaar geschikt, tijdelijk ongeschikt of definitief ongeschikt".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 7.-

De tijdelijk ongeschikt verklaarde ambtenaar ondergaat een nieuw onderzoek na verloop van de door de Administratieve Gezondheidsdienst bepaalde termijn. Die termijn bedraagt ten hoogste een jaar.

Na verloop van een termijn van zes maanden heeft de ambtenaar evenwel het recht aan de Regie te vragen om opnieuw te worden onderzocht".

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

De Administratieve Gezondheidsdienst geeft kennis van zijn beslissing aan de ambtenaar en aan de Regie.

De ambtenaar kan beroep instellen tegen die beslissing.

Dat beroep heeft geen schorsende kracht".

.../...

Artikelen 10 en 11 (die artikel 9 worden)

Die artikelen zouden kunnen worden samengevoegd tot één enkel artikel, luidend als volgt :

"Artikel 9.-

Binnen tien werkdagen na de kennisgeving van de beslissing, kan de ambtenaar bij de Administratieve Gezondheidsdienst een verzoek tot overleg indienen.

In zijn verzoek moet hij melding maken van de naam en het adres van de geneesheer van zijn keuze, aan wie de geneeskundige redenen van de betwiste beslissing alsook de tekst van dit besluit medegedeeld zullen worden".

Artikel 12 (dat artikel 10 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 10.-

Binnen tien werkdagen na de afgifte ter post van de in artikel 9, tweede lid, bedoelde mededeling, kan de door de ambtenaar gekozen geneesheer :

1° zich akkoord verklaren met de beslissing van de Administratieve Gezondheidsdienst;

2° vragen dat een nieuw onderzoek plaatsheeft in zijn aanwezigheid;

3° een verslag indienen waarin de door de Administratieve Gezondheidsdienst aangevoerde redenen beantwoord worden".

.../...

Artikel 13, eerste lid, en artikel 14 (die artikel 11 worden).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-

Leidt het overleg niet tot een akkoord tussen de geneesheer van de Administratieve Gezondheidsdienst en de door de ambtenaar gekozen geneesheer, of is deze laatste niet verschenen hoewel hij behoorlijk opgeroepen is voor het nieuwe onderzoek dat hij aangevraagd heeft, dan wordt de bestreden beslissing gehandhaafd.

De uitslag van de overlegprocedure wordt ter kennis gebracht van de ambtenaar".

Artikel 13, tweede lid, en artikel 15 (die artikel 12 worden).

Het ontwerp organiseert de volgende procedure :

1. beslissing van de Administratieve Gezondheidsdienst;
2. facultatief overleg;
3. arbitrage.

De ambtenaar heeft dus het recht een beroep te doen op het overleg en vervolgens op de arbitrage of rechtstreeks op de arbitrage zonder dat eerst overleg gepleegd wordt.

Die procedure kan de ambtenaren misleiden wat betreft de mogelijkheden om beroep in te stellen. Met instemming van de gemachtigde ambtenaar wordt voorgesteld het overleg steeds te doen voorafgaan aan de arbitrage.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 12.-

Binnen tien werkdagen na de kennisgeving van de uitslag van de overlegprocedure, kan de ambtenaar aan de Administratieve Gezondheidsdienst de toepassing vragen van de arbitrageprocedure.

De ambtenaar moet in zijn aanvraag de naam en het adres van de geneesheer van zijn keuze vermelden. Is deze niet opgetreden in de overlegprocedure, dan worden de geneeskundige redenen van de bestreden beslissing alsook de tekst van dit besluit hem medegedeeld. Is hij in die procedure opgetreden, dan wordt hem kennis gegeven van het beroep op de arbitrage".

Artikel 16 (dat artikel 13 wordt) .

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 13.-

De arbitrage wordt opgedragen aan de hoofdgeneesheer van de Administratieve Gezondheidsdienst of aan zijn gemachtigde.

De met de arbitrage belaste geneesheer mag niet die zijn welke de bestreden beslissing heeft genomen of bij de overlegprocedure is opgetreden".

Artikelen 17, 18 en 19 (die artikel 14 worden).

De bepalingen van artikel 18 zijn overgenomen in het hierboven voorgestelde artikel 12, tweede lid.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de artikelen 17 en 19 van het ontwerp, die worden samengevoegd tot één enkel artikel :

"Artikel 14.-

Binnen tien werkdagen na de kennisgeving bedoeld in artikel 12, tweede lid, deelt de door de ambtenaar gekozen geneesheer aan de Administratieve Gezondheidsdienst mede, ofwel dat hij alleen maar een verslag zal neerleggen, ofwel dat hij de ambtenaar zal bijstaan op de arbitragezitting".

Artikel 20 (dat artikel 15 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 15.-

De ambtenaar wordt opgeroepen voor de arbitragezitting. Een afschrift van die oproeping wordt gezonden aan de geneesheer die hij gekozen heeft".

Artikel 21 (dat artikel 16 wordt).

Met instemming van de gemachtigde ambtenaar wordt voorgesteld de Administratieve Gezondheidsdienst te verplichten uitspraak te doen uiterlijk binnen drie maanden na de mededeling van de redenen van de vertraging.

Bovendien zou moeten worden bepaald dat in geval van bijkomende onderzoeken of van een expertise, de door de ambtenaar gekozen geneesheer de gelegenheid zal hebben om de uitslagen daarvan te bespreken tijdens een nieuwe arbitragezitting.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 16.-

De met de arbitrage belaste geneesheer kan bijkomende onderzoeken doen verrichten en het advies van deskundigen inwinnen. In dat geval wordt een nieuwe arbitragezitting gehouden.

De met de arbitrage belaste geneesheer doet uitspraak binnen drie maanden na het indienen van de arbitrage-aanvraag.

Heeft hij binnen die termijn geen uitspraak kunnen doen, dan deelt hij de redenen van de vertraging aan de ambtenaar mede. De beslissing wordt genomen uiterlijk binnen drie maanden na die kennisgeving".

Artikelen 22 en 23 (die artikel 17 worden).

Uit de vergelijking van die twee artikelen blijkt dat artikel 22 van het ontwerp het geval beoogt dat de ambtenaar zich, zonder geldige reden, niet heeft aangemeld.

Voorgesteld wordt die twee artikelen samen te voegen tot één enkel artikel, luidend als volgt :

"Artikel 17.-

In de volgende gevallen mag de beslissing worden genomen zonder dat de ambtenaar aanwezig was op de laatste arbitragezitting :

1° wanneer de ambtenaar, na tweemaal behoorlijk te zijn opgeroepen, zich, zonder geldige reden, niet heeft aangemeld;

.../...

2° wanneer de ambtenaar niet in staat is zich aan te melden.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 2°, kan de met de arbitrage belaste geneesheer beslissen dat de ambtenaar onderzocht zal worden buiten de geneeskundige centra van de Administratieve Gezondheidsdienst".

Artikel 24 (dat artikel 18 wordt).

De woorden "der Luchtwegen" kunnen vervallen.

Artikel 25 (dat artikel 19 wordt).

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom afgeweken wordt van de gebruikelijke regels inzake de inwerkingtreding van de besluiten.

Artikel 26 (dat artikel 20 wordt).

In de Nederlandse tekst moeten de woorden "ieder wat hem betreft" tussen komma's worden geplaatst en in de Franse tekst moet worden gelezen : "... sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. MARTENS, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. DAGNELIE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.